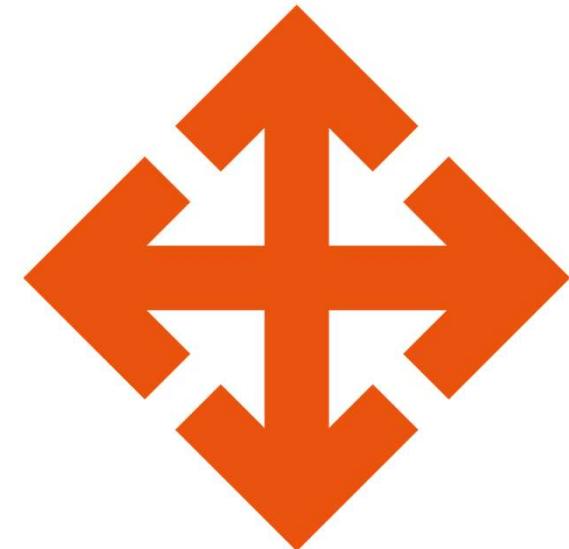


Appel à contribution d'ESMA sur la collecte intégrée des données sur les fonds

16 juillet 2025





CALENDRIER

Juin 2025

Publication de 2 appels
à contribution d'ESMA :
sur le reporting intégré
et sur le reporting sur
les transactions
financières

19 septembre 2025

Clôture de la
consultation sur le
reporting intégré

Q2 2026

Rapport d'ESMA sur le
reporting intégré

19 septembre 2025

Clôture de la
consultation sur le
reporting sur les
transactions financières

Début 2026

Rapport d'ESMA sur le
reporting sur les
transactions financières

EN BREF

- ESMA vise à identifier la meilleure façon d'**améliorer l'efficacité et de réduire les coûts** associés aux rapports de surveillance, tout en maintenant un **niveau élevé de transparence** et en assurant une **surveillance efficace** de la part des autorités.
- ESMA présente deux options de simplification :
 - **éliminer les chevauchements** sans modifier les canaux de déclaration actuels ; ou
 - créer un **modèle de déclaration unifié** basé sur le principe du « rapport unique » pour remplacer les cadres de déclaration multiples.

CONTENU

- Inventaire des cadres d'information sur la gestion des actifs
- Évaluation des **chevauchements et des incohérences** entre les cadres de présentation des rapports
- **Reporting intégré** :
 - Principales priorités pour le travail d'intégration
 - Focus sur les éléments de rapport à forte valeur ajoutée
 - Sémantique des données
 - Flux de rapports et partage de données
 - Systèmes et formats de reporting
 - Granularité des données et utilisation des données de base
 - Fréquence de reporting
 - Autres considerations

INVENTAIRE DES CADRES D'INFORMATION SUR LA GESTION DES ACTIFS

- Reporting aux autorités EU + nationales
- A des fins de supervision et de statistiques (incl. BCE)
- ESMA identifie les doublons (AIFMD, UCITS, MMFR, SFTR, EMIR, MIF, ECB), incohérences et manques
- Certaines juridictions imposent les mêmes obligations de reporting aux UCITS et AIF commercialisés aux investisseurs de détail ou qui ont des stratégies d'investissement similaires
- Aux US, EDGAR est un portail centralisé, à entrée unique, qui permet des reportings électroniques standardisés

Q1. Do you confirm the findings presented in this stocktake section? If you have additional information, please provide all relevant details.

Q2. What are the best practices for data collection for retail investment funds in EU and non EU jurisdictions that ESMA could consider?



ÉVALUATION DES CHEVAUCHEMENTS ET DES INCOHÉRENCES ENTRE LES CADRES DE PRÉSENTATION DES RAPPORTS

Fragmentation du reporting

- Dans l'UE, il existe 100+ templates de reporting différents pour la gestion d'actifs
- Des différences nationales existent dans le reporting AIFM
- Des différences existent entre le reporting AIFM aux autorités nationales et le reporting statistique aux banques centrales nationales
- Il existe des doublons entre reporting AIFM, SFTR, EMIR, MIF, Transparence et Short Selling.

Lacunes dans les données

- Dans le reporting AIFM, il n'y a **pas de catégories spécifiques pour les fonds alternatifs** => une large part des fonds tombe dans la catégorie "Autres"

L'annexe 10 présente les possibles champs complémentaires => distributeurs, dépositaire, durabilité (SFDR), information au niveau des classes de parts, outils de gestion de la liquidité, date de calcul de la NAV, benchmark pertinent, style de gestion, **"informations spécifiques sur les fonds de PE"**

=> **Principe pour les options proposées = "Define once, report once"**

Q3. What challenges arising from overlapping EU-level and national reporting obligations (e.g. under AIFMD, UCITS, MMFR) does your institution experience? Please describe specific reporting overlaps and their operational impact quantifying and providing examples of redundant submissions.

REPORTING INTÉGRÉ



Hypothèse : alignment des reportings UCITS et AIFM

ESMA se concentre sur : pertinence/valeur pour la supervision, proportionalité, faisabilité opérationnelle

L'objectif affiché par ESMA n'est pas d'introduire de nouveaux champs de données mais de **rationaliser les obligations de reporting existantes**

Les templates doivent se concentrer sur les résultats règlementaires (top down) et prendre en compte les données disponibles au niveau du fonds (bottom up approach)

Q4. How should the approach to focus on reporting elements with high added-value approach be implemented to ensure proportionality, efficiency, and data quality?

ESMA propose 3 options :

1. « Report once, use many times »
2. Cadre de reporting totalement intégré
3. Cadre de reporting totalement intégré incluant les obligations de reporting nationales

ESMA propose de prendre en compte d'autres obligations de reporting applicables aux gestionnaires d'actifs : EMIR, SFTR, MIF (reporting sur les transactions financières) et SFDR, PRIIPs, Taxonomy.

ESMA propose de développer une **taxonomie** des termes utilisées en matière de reporting

Q5. Do you support the objective of developing a more integrated reporting framework covering AIFMD, UCITS, MMFR, and ECB statistical reporting? What are the key obstacles or risks linked to integrating fund reporting frameworks?

Q6. Please list your preferred option of those listed in this section and highlight any other option or combination of the ones listed here that you consider effective. In your response, please outline the main expected costs and benefits associated with the options proposed, and identify any preconditions or phased implementation steps that would be necessary to ensure feasibility and proportionality.

Q7. To what extent should the integration or alignment of supervisory and statistical reporting extend beyond the asset management frameworks, such as EMIR, SFTR, or MiFID/MiFIR? What challenges do you foresee? Are there additional reporting regimes that should be considered for future alignment with asset management reporting?

3 PROPOSITIONS D'ESMA : PROS & CONS

	Avantages	Inconvénients
<p>« Report once, use many times » ⇒ Vue globale composée d'ensembles de données multiples</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réutilisation des données par toutes les autorités EU + nationales • Les reportings MMFR et ECB restent en place • Remplacement du reporting AIFMD européen par un nouveau template harmonisé au niveau EU => ajout des données du reporting MMFR et ECB pas encore collectées sous AIFMD • Utilisation d'identifiants communs (LEI, ISIN) et dictionnaire des données 	<ul style="list-style-type: none"> • Réduction des duplications • Reporting moins lourd pour les AIFM • Pas de modification profonde des cadres juridiques ni des canaux de reporting • Pas besoin de réforme législative immédiate => progrès rapide 	<ul style="list-style-type: none"> • Le reporting ad hoc spécifique (national) ne pourra pas être réutilisé • Couvertures géographiques différentes des reporting ECB et AIMFD • Fréquences de reporting différentes entre AIFMD et MMFR • Complexité opérationnelle: nombre de templates resterait important • Barrières technologiques: interopérabilité des systèmes et harmonisation des formats des données et des standards de transmission
<p>Cadre de reporting totalement intégré ⇒ Nouveau reporting EU unique remplace tous les reportings EU et nationaux</p> <p>⇒ Les banques centrales nationales conservent leur reporting statistique</p> <ul style="list-style-type: none"> • Module principal applicables aux UCITS et AIF • Modules complémentaires adaptés aux caractéristiques des fonds 	<ul style="list-style-type: none"> • Cadre flexible et expansible • Réduction du reporting (seuls les modules pertinents doivent être complétés) • Alignement avec le contenu du reporting avec l'objectif alloué à chaque point de donnée 	<ul style="list-style-type: none"> • Bénéfices limités pour les gestionnaires • Complexé : les modules doivent être clairement définis • Besoin de coordination accrue entre les autorités => flexibilité réduire pour les autorités d'adapter le reporting en fonction de leurs besoins individuels • Si des demandes de reporting nationales subsistent, moindre réduction de la charge de reporting
<p>Cadre de reporting totalement intégré incluant les obligations de reporting nationales ⇒ Le cadre inclut des extensions nationales (incl. la possibilité de demandes ad hoc)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Module principal applicables aux UCITS et AIF • Modules complémentaires adaptés aux caractéristiques des fonds • Possibilité d'intégrer des obligations nationales 	<ul style="list-style-type: none"> • Cadre unique (EU + national), flexible et expansible • Réduction du reporting • Alignement du reporting national avec le reporting EU • Pas de reporting séparé • Harmonisation du format des demandes nationales / ad hoc 	<ul style="list-style-type: none"> • Risque de fragmentation • Manque de réactivité en cas de crise (flexibilité réduite pour les autorités nationales) • Complexité opérationnelle : intégration des spécificités nationales • Collaboration étroite entre autorités EU et nationales • Inquiétudes concernant l'accès aux données, leur utilisation et leur confidentialité.

PRINCIPALES PRIORITÉS POUR LE TRAVAIL D'INTÉGRATION

Focus sur les éléments de rapport à forte valeur ajoutée

L'objectif affiché par ESMA n'est pas d'introduire de nouveaux champs de données mais de **rationaliser les obligations de reporting existantes** en se concentrant sur les éléments qui offrent une haute valeur ajoutée

Approche hybride (top down + bottom up)

Q8. How should this approach be implemented to ensure proportionality, efficiency, and data quality?

Sémantique des données

Les divergences créent des inefficiencies et alourdissent le reporting (ex. Définition de la NAV) et rendent les réconciliations difficiles

Les principales lacunes concernent la classification des fonds et des actifs, les AUM et les obligations de look through

ESMA propose de :

- **Créer un dictionnaire commun des données pour établir une taxonomie unifiée pour le reporting de la gestion d'actifs**
- **Avoir un référentiel des demandes nationales de données afin de coordonner les demandes ad hoc**
- **Créer une base de données centralisée contenant les caractéristiques clés des fonds**

Q9. How can semantic data integration best be achieved across reporting frameworks? Please identify areas where alignment would be most beneficial?

Flux de rapports et partage de données

Les données sont rapportées à différentes autorités européennes. Les autorités nationales chargées de leur collecte ne sont pas nécessairement celles qui transmettent les données aux autorités nationales.

Certains Etats membres ont des accords de partage des données entre leurs autorités nationales mais ce partage n'existe pas entre les Etats membres.

ESMA partage des données avec la BCE (AIFM) ou l'ESRB (MMFR)

Dans la plupart des Etats membres, les gestionnaires rapportent les données à de multiples autorités

ESMA valide les données que lui envoient les autorités nationales dans le cadre du reporting AIFM. Les autorités nationales ajoutent parfois des validations supplémentaires

ESMA propose 3 options (combinaison possible) :

1. Reporting intégré à une autorité nationale unique qui transmet les informations aux différentes autorités EU
2. Une autorité nationale unique collecte les informations et les transmet à un système centralisé EU qui permet de les partager
3. Un système de reporting centralisé EU (à développer par ESMA) ; les données seraient validées par ESMA

+ Application du principe de **proportionnalité** pour les 3 options i.e. les « gros » gestionnaires rapportent directement à un système de reporting centralisé au niveau EU + les « petits » gestionnaires rapportent à leur autorité nationale, qui transmet les données au système centralisé

+ Accords de **partage d'informations** entre autorités nationales, banques centrales nationales, BCE, ESMA et ESRB

+ Aucun changement concernant la **supervision** des entités qui font le reporting (les interactions quotidiennes restent avec les autorités nationales)

+ Période de transition

Q10. Which of the proposed options do you consider most efficient? If possible, please quantify the expected cost and benefits for each option. Would you support an alternative option involving additional actors, such as centralised reporting infrastructures?

Q11. How important is it to retain the supervising NCA as an intermediary between the reporting entity and the centralised system in the reporting process?

Q12. Are there any other data sharing arrangements, either within or beyond asset management, that you believe would be beneficial for burden reduction?

Q13. Would a phased implementation of the potential changes outlined in the sections on “Integrated reporting” and “Reporting flows and data sharing” help ensure proportionality and facilitate smoother transition?

Des variations persistent entre les autorités et les juridictions. ESMA a reçu le mandat de définir le format de toutes les informations des reportings.

⇒ ESMA pense que les formats ISO20022 XML, XBRL et JSON sont les principaux choix pour un reporting granulaire. XML et JSON sont conformes à ISO20022.

ESMA propose 3 options :

1. XML
2. XBRL
3. JSON

ESMA pense que le format retenu doit être appliqué aux UCITS et aux AIF et doit tenir compte d'autres régimes de reporting ainsi que du reporting statistique (SDMX pourrait être utilisé pour échanger des données agrégées car SDMX est compatible avec XML, XBRL et JSON)

ESMA rappelle qu'elle a reçu le mandat optionnel de développer des ITS pour l'échange d'informations entre autorités

Q14. Do you consider that it would be beneficial to introduce a common standard, such as ISO 20022, across all reporting obligations within the asset management domain? What would be the costs and benefits for reporting entities of transitioning all reported data to a single standard? If ISO 20022 is not the preferred solution, what alternatives could be considered?

Q15. What would be the main advantages and disadvantages of using respective syntaxes (XML, JSON, XBRL) for reporting frameworks in the asset management sector?

Granularité des données et utilisation des données de base

La granularité fait référence au degré de détail avec lequel un concept business est appréhendé et rapporté

Les obligations de reporting EU et nationales ont été établies à différents niveaux de granularité

AIFMD => niveau agrégé ; la même donnée peut être rapportée au niveau du fonds et du gestionnaire. **AIFMD2 élargit le champ des données et exige que les gestionnaires fournissent plus de détails aux autorités nationales.** Les régulateurs pourront agréger ces données. ESMA pense que cela sera plus facile et moins cher pour les gestionnaires que de fournir des données agrégées ou transformées.

ESMA propose (à noter que les reporting EMIR et SFTR devront être évalués plus en détail) :

- ESMA propose 3 options concernnant la **granularité titre par titre** (chaque instrument détenu par un fonds est rapporté individuellement, en utilisant des identifiants tels que ISIN) :
 1. **Granularité complète** : chaque titre est identifié individuellement
 2. **Granularité partielle** : les données peuvent être agrégées dans certains cas :
 - Selon les critères de derogation de la BCE ou
 - Lorsqu'un titre n'a pas de code d'identification public (liste de codes fournie par ESMA) ; dans ce cas, les codes de classification des instruments financiers (ISO 10962) ou la classification ESA 2010 pourraient être utilisés (ils devraient être complétés par des identifiants relatifs aux émetteurs des titres) et étendus pour inclure des identifiants complémentaires (identifiants fiscaux par exemple)
 3. **Scénario hybride** : scenario 2 + critères complémentaires
- ESMA propose 3 options concernant les **entités sur lesquelles les gestionnaires rapportent de l'information** (contreparties, dépositaires, souscripteurs...) :
 1. Identification complète grâce au LEI
 2. Identification partielle grâce au LEI (quand il est disponible) et agrégation (par catégorie et domicile) ou priorisation
 3. Identification partielle grâce au LEI (quand il est disponible) et identifications alternatives

- ESMA propose 2 options pour le **reporting sur les classes de parts** : ESMA propose d'alleger le poids du reporting et d'envisager une granularité au niveau des classes de parts pour les informations détaillées qui sont disponibles à des fins opérationnelles.
 1. Reporting complet sur les classes de parts : incluant NAV, concentration des investisseurs, métriques de performance
 2. Reporting sur la classe de parts la plus représentative : chaque classe de part est identifiée avec son ISIN, nom et NAV mais les performances et les rachats sont rapportés uniquement pour la classe la plus représentative
- Reporting de **données agrégées** :
 - subsisterait lorsque les données agrégées doivent être calculées pour répondre à des exigences réglementaires et inclurait les données qui ne peuvent pas être dérivées des données granulaires directement ou facilement.
 - Des "feedback loops" (comparaisons avec les calculs des autorités) et des valeurs d'ancrage (indicateurs agrégés prédefinis que les gestionnaires rapportent en parallèle des données agrégées) pourraient être utilisées pour améliorer la qualité des données
- **Référentiels** de données de base :
 - Données de base = référentiel centralisé et standardisé d'informations de référence clés qui peuvent être utilisées dans de multiples reportings => élimine la nécessité de soumettre les données à plusieurs reprises
 - ESMA fournit une liste exhaustive des référentiels (incluant LEI et ESAP)

Q16. Would an increase of data granularity contribute to improved data quality, usability and reduced duplications? To what extent can the greater use of international standards (e.g. CFI codes, LEIs) and master data reduce the compliance costs and improve interoperability in regulatory reporting?

Q17. What are your views on implementing security-by-security as the baseline granularity? What are the main benefits and costs of the presented options? What solutions should be envisaged to ensure a proportionate approach?

Q18. With respect to share classes, what data should be considered for reporting at the share class level? What operational challenges do you face when reporting at the share class level?

Q19. In your opinion, is it feasible to substitute aggregated reporting data with more granular data within supervisory and statistical reporting frameworks? If yes, what kind of data?

Q20. What additional areas should be investigated under the integrated reporting initiative in terms of data granularity and standardisation?

Fréquence de reporting

ESMA constate que la fréquence de reporting varie, selon les Etats membres et la nature du reporting voire des caractéristiques des fonds ou des gestionnaires. Elle est en général mensuelle.

ESMA propose que de manière générale le reporting pour les fonds soit mensuel (comme le reporting BCE) ou trimestriel pour les AIF et les UCITS et de permettre une fréquence moins élevée (principe de proportionnalité appliqué selon des critères bien définis et par exemple **de prendre en considération si le fonds est ouvert ou fermé ou la fréquence de valorisation**). La fréquence pourrait être plus élevée pour certaines données clés pour la supervision, telles que les souscriptions et les rachats ou la NAV, ou un reporting mensuel avec une granularité quotidienne pourrait être envisagé.

Les Directives UCITS et AIFM prévoient que, dans des circonstances exceptionnelles, la fréquence de reporting peut être plus élevée. ESMA doit développer un template incluant les exigences de reporting supplémentaires minimum. Ce reporting pourrait être quotidien et automatisé ; il pourrait inclure des métriques telles que la NAV ou les outils de gestion de la liquidité. Ce reporting automatisé pourrait être complété par des demandes ad hoc additionnelles (en fonction de la nature de la crise).

Q21. Do you consider that frequency should be aligned across reporting regimes and jurisdictions? If yes, what frequency (monthly or another) would provide the best balance of costs and benefits? What kind of challenges would you expect in implementing it?

Q22. What solutions and criteria should be envisaged to ensure a proportionate approach with respect to the reporting frequency?

Q23. Given that daily reporting requirements are already implemented in certain Member States, how such a frequency could be set up to ensure an integrated approach while avoiding a disproportionate burden for reporting entities?

Q24. How the reporting template for use in exceptional circumstances be designed to minimise the complexity for reporting entities, while ensuring sufficient flexibility to adapt to the specific nature of a crisis situation?

Autres considerations

Q25. Are there any other dimensions not considered in this discussion paper that are relevant for the establishment of a more integrated reporting system? If yes, please provide specific examples and your views on potential improvements that can be made and their priority.

Rendez-vous sur
www.franceinvest.eu

Et sur nos réseaux sociaux :

